



DIPLOMATIE

Tebboune reçoit les lettres de créance de trois nouveaux ambassadeurs

Page 09

SIFI GHRIEB REÇU PAR LE PRÉSIDENT MALIEN

Alger et Bamako réactivent leurs mécanismes de coopération

Page 08



COOPÉRATION



LE MINISTRE DE LA COMMUNICATION REÇOIT L'AMBASSADEUR DU YÉMEN

Page 09

ÉLECTIONS LOCALES À ORAN



La course aux candidatures bouscule les règles du jeu politique

Page 03

SIDI BEL-ABBÈS



1.846 nouveaux agents viennent renforcer les rangs de la Sûreté nationale

Page 05

NAÂMA, TISSEMSILT ET RELIZANE



Des mesures renforcées contre les risques d'inondation

Page 06

CAP

QUOTIDIEN D'INFORMATION



SAÏD SAYOUD

« Mostaganem sera un pôle portuaire majeur »

Page 07

LE GAZ PASSE À LA VITESSE SUPÉRIEURE À MISSERGHINE

30 000 m³ pour plus de 40 000 clients du pôle Zabana

**Meriem B**

Une nouvelle station de compression d'une capacité de 30 000 m³ sera raccordée au réseau de distribution à Misserghine. Les travaux seront lancés aujourd'hui, mardi 15 septembre courant. L'infrastructure doit sécuriser l'alimentation de plus de 40 000 clients et renforcer, dans le même temps, les capacités de desserte à Misserghine et Es-Senia. Le développement du pôle urbain Ahmed Zabana s'accompagne d'un renforcement de ses infrastructures énergétiques. La Direction de distribution

de Sonelgaz d'Es-Senia procédera, ce mardi, au raccordement d'une nouvelle station de compression destinée à consolider l'alimentation en gaz naturel de cette importante zone résidentielle. D'une capacité de 30 000 m³, la nouvelle installation doit permettre de répondre à l'évolution des besoins du pôle Ahmed Zabana, qui compte désormais plus de 40 000 clients concernés par cette opération. Elle contribuera également au renforcement du réseau dans les secteurs de Misserghine et d'Es-Senia. « Cette opération s'inscrit dans le cadre des actions engagées pour renforcer les capacités du réseau et

accompagner l'extension urbaine que connaît la région », explique Mme Fatima Fellahi, chargée de la communication de la Direction de distribution de Sonelgaz d'Es-Senia. Les travaux de raccordement débuteront à 21h et devraient s'étaler sur environ douze heures. Un dispositif technique et organisationnel a été mis en place afin de réduire au maximum les éventuelles perturbations et de préserver la continuité de l'alimentation des zones concernées. Six équipes d'intervention relevant des circonscriptions techniques d'Es-Senia et d'Aïn El-Turck seront mobilisées durant l'opération. Leur mission consistera notamment à suivre l'avancement des travaux et à intervenir rapidement en cas de besoin. Au-delà de cette intervention technique, la mise en service de cette station constitue une réponse à l'augmentation progressive de la demande énergétique dans cette partie de la wilaya d'Oran. L'objectif est de disposer de capacités de distribution adaptées à la croissance démographique et à l'extension du parc résidentiel. Le renforcement engagé devrait ainsi améliorer la fiabilité du réseau, consolider la continuité du service et permettre à Sonelgaz d'accompagner l'évolution du pôle Ahmed Zabana et des zones urbaines environnantes.

RENTÉE SCOLAIRE À ARZEW

Les derniers réglages avant le jour J

Habib Benaouda

Écoles, cantines, transport et environnement scolaire mobilisent les services de la commune d'Arzew, dans la wilaya d'Oran, à quelques jours de la rentrée scolaire 2026-2027. L'objectif affiché est de lever les dernières réserves et de mettre les établissements primaires en condition d'accueillir les élèves dans un cadre sûr, propre et fonctionnel dès le premier jour.

La préparation ne se limite pas à un état des lieux administratif. Des opérations de suivi sur le terrain sont menées dans les différentes écoles primaires afin d'identifier les insuffisances encore existantes et d'accélérer leur prise en charge. Les interventions portent notamment sur les travaux d'entretien, d'aménagement, de maintenance et d'équipement, avec une attention particulière accordée aux aspects liés à la sécurité des élèves et à leurs

conditions de scolarisation.

Les cantines scolaires constituent également un volet central du dispositif. Leur mise à niveau doit permettre d'assurer la restauration des élèves dès le début de l'année scolaire, dans le respect des exigences sanitaires et organisationnelles. La disponibilité des équipements et les conditions de fonctionnement des espaces de restauration font ainsi partie des points examinés dans le cadre des préparatifs. Autre dossier sensible : le transport scolaire. La commune s'attache à évaluer les moyens disponibles et leur capacité à répondre aux besoins des élèves domiciliés dans les quartiers et zones éloignés des établissements. L'enjeu est d'éviter que les difficultés de déplacement ne viennent perturber la reprise des cours ou peser davantage sur les familles concernées. À cela s'ajoute le nettoyage des établissements et de leurs abords. Les opérations engagées concernent aussi bien les es-



paces intérieurs que les périphéries immédiates des écoles, avec pour objectif d'offrir un environnement débarrassé des différentes nuisances susceptibles d'affecter l'accueil des élèves. À Arzew, l'enjeu est désormais de transformer ces opérations préparatoires en une mise à niveau effective avant la rentrée. La coordination entre les différents services et intervenants doit permettre de traiter rapidement les insuffisances recen-

sées, plutôt que de les laisser s'installer au cours des premières semaines de classe. À l'heure des derniers préparatifs, la qualité de la rentrée se jouera ainsi autant dans les salles de classe que dans les équipements qui accompagnent la vie scolaire. État des écoles, restauration, transport, propreté et sécurité constituent les principaux maillons d'une rentrée que la commune veut organisée et stable dès ses premières heures.

FRUITS, LÉGUMES ET EAUX MINÉRALES Les équipes de contrôle des prix maintiennent la pression

**S Hadjar**

Les services du commerce maintiennent leur dispositif de contrôle des prix à travers la wilaya d'Oran. Les opérations se poursuivent dans les marchés et auprès des commerçants, notamment pour les fruits et légumes et l'eau minérale, avec des sorties effectuées jusque tard dans la journée et des interventions coordonnées avec les services de sécurité. La surveillance des prix se poursuit sans relâche à travers les différents marchés et espaces commerciaux de la wilaya d'Oran. Les équipes de contrôle relevant de la Direction du commerce maintiennent leur présence sur le terrain afin de suivre les prix pratiqués et de veiller au respect de la réglementation en vigueur. Le dispositif concerne notamment les fruits et légumes ainsi que les eaux minérales, deux catégories de produits régulièrement suivies par les services de contrôle. Les opérations sont menées dans plusieurs secteurs de la wilaya et se poursuivent au fil des jours, traduisant une démarche de suivi continu plutôt qu'une intervention ponctuelle. Cette continuité se traduit également par des sorties effectuées en dehors des horaires habituels de travail. Les agents de l'Inspection régionale du commerce de Sénia ont ainsi poursuivi leurs contrôles auprès des commerçants après les heures de service, afin de vérifier les prix effectivement appliqués et leur conformité avec les dispositions réglementaires. À Bir El Djir, les équipes de l'Inspection régionale du commerce maintiennent, elles aussi, leurs opérations de contrôle sur l'ensemble de leur territoire de compétence. Les prix des fruits et légumes et de l'eau minérale font notamment l'objet d'un suivi régulier, avec l'engagement des procédures réglementaires lorsque des irrégularités sont relevées. Dans plusieurs secteurs de la wilaya, les contrôleurs poursuivent ainsi leur travail de proximité auprès des opérateurs économiques, avec l'appui des services de la Sûreté d'Oran pour certaines opérations. Cette coordination permet de renforcer les interventions sur le terrain et d'assurer un contrôle plus étroit des pratiques commerciales. À travers cette présence maintenue dans les marchés et les commerces, les services du commerce affichent ainsi leur volonté d'inscrire le contrôle des prix dans la durée. La surveillance se poursuit afin de suivre l'évolution des prix, de vérifier les pratiques commerciales et de protéger les consommateurs contre d'éventuels dépassements.

CAP
DZ
QUOTIDIEN D'INFORMATION
Édité par la SARL BAHIA.COM
Directrice Générale
Hafida BENARMAS
Directrice de Publication
Fatima Benyekhlef

Siège social
Adresse :
Cité 1377
Logts AADL,
Bt 22,
1er étage,
Oran 31000

Administration- Rédaction-
Service publicité
Tel: 041 80 32 62 /
Fax : 041 80 32 63
Mobile : 0770 65 93 89
www.capdz.dz
redaction@capdz.dz
publicite@capdz.dz

IMPRESSION
Impression OUEST S.I.O
DIFFUSION
BAHIA.COM
TEL: 0770 65 93 89
Les manuscrits, photographies
et illustrations ou tout autre document
adressés ou remis à la rédaction
ne seront pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'aucune réclamation.

Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise
Nationale de communication, d'Édition et de Publicités
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger.
Téléphone: 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax: 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ÉLECTIONS LOCALES À ORAN

La course aux candidatures bouscule les règles du jeu politique

Par Habib Benaouda

Des appels à candidatures circulent ainsi sur les réseaux sociaux, ouvrant la porte à des personnalités locales, des professionnels et des citoyens disposant d'un ancrage dans leurs quartiers. Derrière cette course aux dossiers se profile une évolution plus profonde : à Oran, la logique de l'implantation électorale tend-elle à prendre le pas sur celle de l'engagement militant ?

À l'approche des prochaines élections locales, les états-majors partisans de la wilaya d'Oran sont confrontés à une équation qui ne se résume pas à la seule désignation des têtes de liste.

Avant de procéder aux arbitrages politiques, il faut d'abord disposer d'un nombre suffisant de candidatures pour être en mesure de présenter des listes dans les communes ciblées.

Cette exigence place les structures locales sous pression.

La constitution des listes nécessite en effet de réunir bien plus de dossiers que le nombre de sièges à pourvoir, notamment pour se prémunir contre les éventuels rejets ou réserves qui pourraient intervenir lors de l'examen des candidatures.

À Oran comme dans les autres communes de la wilaya, la collecte des dossiers s'impose ainsi comme l'une des premières batailles de cette séquence préélectorale.

Le nombre avant les arbitrages

Dans les communes où l'Assemblée populaire communale compte 43 sièges, les formations engagées dans la compétition doivent, dans la pratique, disposer d'un nombre de candidatures supérieur au seuil requis.

L'objectif peut être de réunir une cinquantaine de dossiers, voire davantage, avant de procéder à la sélection définitive.

À cela peut s'ajouter un volant de candidatures de réserve, destiné à remplacer les dossiers qui ne seraient pas retenus ou qui présenteraient des insuffisances lors de leur étude.

La même logique prévaut, avec des proportions différentes, dans les communes dont les assemblées comptent 33 ou 23 sièges.

Pour les partis qui ambitionnent d'être présents dans plusieurs communes de la wilaya, l'opération prend donc rapidement une dimension logistique considérable.

Il ne suffit plus de trouver quelques candidats pour compléter une liste. Il faut constituer un vivier suffisamment large pour absorber les aléas du processus de validation, avant de passer au véritable travail politique : choisir les profils, établir l'ordre des noms et construire une



équipe susceptible de convaincre les électeurs. Cette pression explique en partie le recours croissant à des méthodes de recrutement qui rompent avec les pratiques traditionnelles. Depuis quelque temps, des appels à candidatures sont diffusés sur les réseaux sociaux, notamment Facebook, invitant les personnes intéressées à prendre contact avec les représentants des partis et à déposer leurs dossiers. Un phénomène révélateur du changement de méthode. Là où le recrutement reposait auparavant essentiellement sur les militants, les adhérents et les structures locales, certaines formations vont désormais chercher des candidats en dehors de leurs rangs.

La popularité locale comme nouvel atout

Le phénomène ne concerne pas uniquement les petites formations susceptibles de rencontrer des difficultés à constituer leurs listes.

Des partis traditionnels, disposant pourtant d'une implantation historique à Oran, sont eux aussi concernés par cette ouverture.

Le FLN, le RND ou encore le MSP disposent de réseaux militants et de structures locales, mais cela ne les met pas à l'écart de cette nouvelle logique.

Pour compléter leurs listes ou renforcer leur potentiel électoral, ils peuvent être amenés à solliciter des profils extérieurs à leurs organisations.

La démarche répond à une réalité propre aux élections locales : le poids de l'ancrage territorial.

Dans une commune, la notoriété d'un candidat dans son quartier, son réseau relationnel, son activité professionnelle, sa réputation ou sa capacité à mobiliser son entourage peuvent constituer des atouts déterminants.

Un profil sans véritable parcours partisan peut ainsi être considéré comme plus « rentable » électoralement qu'un militant chevronné mais peu connu au-delà du cercle de l'organisation.

Cette évolution place les partis devant un dilemme délicat.

Ils doivent préserver la motivation de leurs militants, qui font vivre les structures tout au long de l'année, tout en intégrant des candidats susceptibles d'élargir leur audience électorale.

C'est précisément à ce niveau que les tensions peuvent apparaître.

Pour un militant ayant consacré plusieurs années à son parti, participé aux réunions, aux campagnes électorales et aux activités de terrain, voir surgir à la veille du scrutin des candidats sans passé militant peut être difficilement acceptable, surtout lorsque ces derniers obtiennent une place jugée privilégiée sur la liste.

La question du mérite et celle du potentiel électoral peuvent alors entrer directement en contradiction.

Le militant face au « candidat électoral »

Cette situation risque d'alimenter des frustrations au sein des structures locales si les critères de sélection ne sont pas clairement établis.

L'ancienneté militante, l'activité au sein de l'organisation et la fidélité au parti ne garantissent plus nécessairement une place sur la liste lorsque les directions privilégient des profils disposant d'une forte implantation sociale.

Pour les états-majors, le calcul est pourtant simple : une liste doit être non seulement complète, mais compétitive.

L'enjeu est donc de trouver le juste équilibre entre deux légitimi-

tés.

La première est interne et repose sur le parcours militant.

La seconde est électorale et s'appuie sur la capacité supposée d'un candidat à attirer des voix.

À Oran, où certaines communes présentent des configurations électorales et sociales très différentes, cette recherche de profils à forte implantation locale pourrait prendre une importance particulière.

Les réseaux sociaux constituent désormais un outil supplémentaire dans cette stratégie.

Les partis peuvent toucher directement des citoyens qui n'auraient jamais fréquenté leurs structures ou participé à leurs réunions.

Le candidat n'attend plus nécessairement que son parti lui ouvre ses portes : dans certains cas, c'est l'organisation qui le sollicite.

Cette inversion du rapport traditionnel entre parti et candidat est loin d'être anodine.

Elle traduit une transformation des pratiques politiques, dans laquelle la capacité à mobiliser une audience locale peut compter autant, sinon davantage, que l'appartenance formelle à une organisation.

Mais cette ouverture répond aussi à une nécessité immédiate : sécuriser les listes.

Avec les risques liés à l'examen administratif des dossiers, les formations préfèrent disposer d'un nombre de candidatures supérieur au minimum requis.

Pour une liste de 43 sièges, réunir exactement 43 dossiers serait ainsi insuffisant.

La marge de sécurité peut représenter plusieurs candidatures supplémentaires, voire des dizaines selon les objectifs du parti.

La collecte devient donc une véritable opération de pré-sélection.

Dans un premier temps, il faut réunir les dossiers. Dans un second, les directions devront opérer les arbitrages, éliminer certains profils, en retenir d'autres et déterminer la composition finale des listes.

Une bataille qui dépasse les simples chiffres

Cette course aux candidatures révèle finalement un enjeu qui dépasse largement les contraintes administratives.

Elle met en lumière la transformation progressive du rapport entre les partis et leurs bases militantes.

L'ouverture aux non-militants peut permettre de renouveler les profils, d'introduire de nouvelles compétences et de mieux représenter certaines catégories de la société locale.

Elle peut également permettre à des formations de renforcer leur présence dans des quartiers ou des communes où leur implantation demeure limitée.

Mais cette stratégie comporte un risque pour les appareils : celui de décourager les militants historiques si ces derniers ont le sentiment d'être sollicités pour faire vivre le parti, mais écartés lorsque vient le moment de composer les listes.

L'enjeu sera donc de préserver un équilibre entre renouvellement et fidélité aux bases.

La constitution des listes apparaît ainsi comme le premier véritable test de la capacité des partis à adapter leurs méthodes aux nouvelles réalités électorales.

Derrière les appels diffusés sur les réseaux sociaux et la multiplication des dossiers recherchés se dessine une évolution du recrutement politique : le candidat n'est plus seulement choisi pour son parcours au sein du parti, mais aussi pour son poids dans la société locale.

Les prochaines semaines permettront de mesurer jusqu'où ira cette tendance.

Mais une chose semble déjà acquise : pour les formations politiques engagées dans la course aux locales à Oran, la bataille ne se jouera pas uniquement sur le nombre de sièges à conquérir.

Elle commencera bien avant, dans la capacité à bâtir des listes à la fois conformes aux exigences du scrutin, représentatives de leurs bases et suffisamment attractives pour espérer s'imposer dans les urnes.

Entre le militant fidèle et le nouveau venu au carnet d'adresses bien rempli, les états-majors devront désormais trancher.

C'est dans cet arbitrage que pourrait se dessiner le nouveau visage de la politique locale à Oran.

RENTRÉE SCOLAIRE 2026-2027 À ORAN

L'encadrement des établissements au cœur des derniers préparatifs

Meriem B

Le renforcement de l'encadrement pédagogique et administratif des établissements scolaires figure parmi les principaux axes retenus pour la rentrée scolaire 2026-2027 à Oran. Un état des lieux des moyens humains appelés à consolider les effectifs d'encadrement durant la nouvelle année a été présenté aux inspecteurs des trois cycles, lors d'une réunion de coordination présidée par le directeur de l'éducation Abdelkader Oubelaïd. Le dispositif sera également renforcé par la réception de nouveaux établissements scolaires.

Tenue au lycée Colonel Dahghine Boudghene (Colonel Lotfi), la rencontre a réuni le directeur de l'éducation, le secrétaire général ainsi que les responsables des services des personnels, de la formation et de l'inspection. Les échanges ont

porté sur les différents volets liés à la préparation de la rentrée, avec une attention particulière accordée aux conditions d'encadrement pédagogique et administratif. La présentation consacrée aux moyens humains doit permettre d'anticiper les besoins des établissements et de favoriser un fonctionnement plus efficace dès le début de l'année scolaire. Cette consolidation de l'encadrement intervient parallèlement à l'entrée en service de nouvelles infrastructures scolaires, dont la réception est prévue dans le cadre de la nouvelle année. Ces équipements doivent contribuer à renforcer les capacités d'accueil et à améliorer les conditions de scolarisation des élèves. Au cours de la réunion, le directeur de l'éducation a également insisté sur la nécessité d'une mobilisation collective de l'ensemble des composantes de la famille éducative. La coordination entre les différents intervenants



est présentée comme un élément déterminant pour assurer une rentrée organisée et permettre aux établissements d'aborder le nouvel exercice dans de meilleures conditions. Les inspecteurs des trois cycles ont, pour leur part, exposé leurs préoccupations et formulé leurs interrogations sur les différents aspects de la préparation de la rentrée. Les échanges avec la direction ont permis d'apporter des réponses

aux questions soulevées et de consolider la coordination autour des dernières dispositions à mettre en œuvre. À travers cette rencontre, la Direction de l'éducation poursuit ainsi le travail préparatoire engagé en amont de la rentrée, en plaçant le renforcement de l'encadrement et l'amélioration des conditions de fonctionnement des établissements parmi les priorités du nouvel exercice scolaire.

FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLE

30 établissements mobilisés, des dizaines de spécialités proposées



Habib Benaouda

À l'occasion de la session de septembre, la Direction de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya d'Oran intensifie ses actions d'information en direction des jeunes. Une caravane d'information et de sensibilisation sillonne ainsi plusieurs régions de la wilaya afin de faire connaître les spécialités proposées, les conditions d'accès et les perspectives offertes par la formation professionnelle.

L'initiative, menée en coordination avec plusieurs organismes d'accompagnement, associations et organisations de la société civile, entend surtout rapprocher l'offre de formation de son public. À travers des espaces de contact direct, les jeunes sont informés sur les parcours disponibles dans les 30 établissements de formation professionnelle de la wilaya, mais également sur les différentes possibilités d'inscription et d'orientation.

Des supports d'information sont distribués à cette occasion afin de permettre aux

candidats de mieux identifier les établissements, les spécialités dispensées et les conditions requises pour accéder aux différentes formations. La caravane constitue également un espace d'accompagnement pour les jeunes souhaitant effectuer leur inscription via la plateforme électronique dédiée. Au-delà de la simple présentation des offres, l'objectif est de mettre en avant les formations susceptibles de déboucher sur des compétences directement mobilisables dans la vie active. Certaines spécialités permettent en effet d'acquérir un savoir-faire pratique et une qualification pouvant faciliter l'accès à un emploi ou constituer un point de départ pour la création d'une activité indépendante.

Une seconde chance pour les décrocheurs

Dans ce dispositif, la formation professionnelle représente également une voie de réinsertion pour les jeunes ayant quitté prématurément le système scolaire, notamment ceux ayant interrompu leur scolarité au collège ou au lycée. Pour de nombreux parents, le développement de passerelles vers les différentes spécialités pourrait offrir à ces jeunes une alternative concrète au chômage et à l'inactivité. La question des conditions d'accès reste toutefois posée. Des parents appellent notamment à une révision de certains critères, particulièrement pour les jeunes qui ne disposent pas du niveau scolaire exigé pour accéder à certaines spécialités. Ils estiment qu'un assouplissement des conditions pour plusieurs métiers à dominante pratique, notamment la mécanique, la menuiserie ou le bâtiment, permettrait d'élargir le nombre de bénéficiaires et de donner à cette catégorie de jeunes la possibilité d'acquérir à la fois un métier et une qualification. Pour ces parents, l'enjeu dépasse ainsi la seule insertion profes-

sionnelle. Il s'agit également de proposer aux jeunes, notamment aux mineurs en rupture avec le système scolaire, des parcours susceptibles de réduire le temps d'inactivité et les risques sociaux qui peuvent l'accompagner. L'absence de qualification constitue en effet un handicap majeur pour l'accès au marché de l'emploi et complique davantage l'insertion des jeunes ayant quitté l'école sans diplôme ni formation.

Adapter les compétences aux besoins du marché

En parallèle de cette campagne d'information, les services de la formation professionnelle poursuivent le renforcement de leurs relations avec les entreprises et les organismes spécialisés. Quatre conventions de formation et de coopération ont été conclues ces derniers mois avec plusieurs institutions, dont l'Observatoire national du tourisme et de l'hôtellerie, l'Institut national de la propriété industrielle, l'École nationale des services polyvalents et l'Entreprise nationale de l'industrie chimique.

Ces accords traduisent une volonté d'adapter progressivement les parcours de formation aux besoins des secteurs économiques. Le tourisme et l'hôtellerie, l'innovation, l'industrie mécanique, le bâtiment ainsi que la désalinisation de l'eau de mer figurent notamment parmi les domaines concernés. À travers cette démarche, l'enjeu est de réduire le décalage entre les qualifications dispensées et les besoins du marché du travail. Pour les jeunes, l'objectif est surtout de transformer la formation en véritable levier d'insertion, en privilégiant des compétences pratiques, des qualifications recherchées et des parcours susceptibles de déboucher sur un emploi ou une activité professionnelle.

DOSSIER MÉDICAL ÉLECTRONIQUE

L'EPH d'El Mohgoun accélère la préparation de ses équipes

Sarah M

La généralisation de la numérisation du secteur de la santé se concrétise progressivement sur le terrain. À l'établissement public hospitalier (EPH) Nekache Mohamed Seghir d'El Mohgoun, une journée de formation et de sensibilisation consacrée à la stratégie nationale de généralisation de la numérisation a été organisée dimanche, avec un accent particulier sur le déploiement du dossier médical électronique (DME).

Organisée conformément aux orientations du ministère de la Santé et aux recommandations de la Direction de la santé et de la population (DSP) d'Oran, cette rencontre s'inscrit dans le processus d'accompagnement des établissements hospitaliers dans leur transition numérique. Le responsable de l'informatique de l'établissement, Salim Gharbi, a présenté les grandes orientations de la stratégie nationale ainsi que les objectifs de la transformation numérique du système de santé. L'accent a notamment été mis sur le rôle du DME dans l'amélioration de l'organisation du travail, la circulation de l'information médicale et, à terme, la qualité de la prise en charge des patients. La formation a également porté sur les conditions nécessaires à un déploiement efficace des outils numériques. La mise en place d'un programme de formation destiné aux différents cadres et professionnels concernés, ainsi que l'accompagnement continu des utilisateurs, ont été particulièrement soulignés. L'établissement devra également renforcer les compétences de ses encadreurs et formateurs afin d'assurer le transfert des connaissances auprès des personnels. Médecins, ingénieurs, administratifs et paramédicaux sont appelés à contribuer à la réussite de cette transformation, qui repose sur une coordination étroite entre les différents intervenants. Les participants ont par ailleurs abordé les moyens et équipements nécessaires à la numérisation des services médicaux, notamment ceux de l'imagerie et des laboratoires. Le suivi de la mise en œuvre constitue également un axe important. Des rapports hebdomadaires devront permettre d'évaluer l'état d'avancement du projet, d'identifier les difficultés rencontrées et de faire remonter les besoins des services concernés. La journée s'est achevée par un échange avec les participants, qui ont exposé leurs préoccupations et leurs interrogations liées à l'utilisation du DME et à la mise en œuvre de la numérisation. À travers cette initiative, l'EPH Nekache Mohamed Seghir d'El Mohgoun entend accompagner la modernisation du système de santé en misant sur la préparation de ses ressources humaines autant que sur les outils numériques, avec pour objectif d'améliorer l'efficacité du travail et la qualité des soins.

SIDI BEL-ABBÈS

1.846 nouveaux agents viennent renforcer les rangs de la Sûreté nationale



R.M

Les rangs de la Sûreté nationale se renforcent avec la sortie d'une nouvelle promotion composée de 1.846 agents de police. La cérémonie officielle s'est tenue lundi à l'École de police « Tayebi Mohamed » de Sidi Bel-Abbès, en présence de

hauts responsables de la police, des autorités locales ainsi que de représentants de plusieurs institutions civiles et sécuritaires.

L'événement a été présidé par l'Inspecteur général des services, le Contrôleur général de police Deriad Arslane, représentant le Directeur général de la Sûreté nationale, aux côtés du wali de Sidi Bel-Abbès.

Les nouveaux agents sont issus de l'École de police de Sidi Bel-Abbès ainsi que des centres d'instruction de Chlef et de Sidi Bel-Abbès. Leur sortie intervient au terme d'un cursus de douze mois associant enseignements théoriques et exercices pratiques. La formation a porté sur les différents volets juridiques, professionnels et techniques indispensables à l'exercice des missions de police et à l'intervention sur le terrain.

À cette occasion, le directeur de l'École de police « Tayebi Mohamed », le Commissaire divisionnaire de police Cherfi Ahmed, a mis en avant les efforts consentis tout au long de cette période de formation. Il a souligné l'importance accordée par la Direction générale de la Sûreté nationale à la préparation et à la qualification de ses effectifs, dans le but de disposer d'agents capables d'accomplir efficacement les missions qui leur seront confiées.

Il a également appelé les diplômés à exercer leurs fonctions avec responsabilité, discipline et professionnalisme, tout en veillant au strict respect de l'éthique du métier et à la protection des citoyens et de leurs biens.

Après l'inspection des rangs et la presta-

tion de serment, les majors de promotion et les éléments les plus méritants ont été distingués lors d'une cérémonie de remise des grades et des diplômes.

Les élèves sortants ont ensuite effectué plusieurs démonstrations opérationnelles mettant en pratique les connaissances acquises durant leur formation. Techniques d'autodéfense, interventions de protection des personnes et des biens, maintien de l'ordre public et régulation de la circulation routière figuraient notamment au programme. Ces exercices ont permis d'illustrer le degré de préparation des nouveaux agents avant leur déploiement au sein des différents services de la Sûreté nationale. La nouvelle promotion porte le nom du martyr du devoir national Hamida Kouider (1957-1994). Un hommage a été rendu à sa mémoire et à ses sacrifices, tandis que sa famille a été honorée à l'issue de la cérémonie. Cette sortie marque ainsi l'intégration de nouveaux effectifs qualifiés au sein de la Sûreté nationale, appelés à contribuer aux missions de protection des personnes et des biens, de préservation de l'ordre public et de sécurité des citoyens.

MASCARA

La gare routière de passe sous la gestion de Sogral

I. Yacine

La gestion de la gare routière de voyageurs de Mascara a été confiée à l'Entreprise publique d'exploitation et de gestion des gares routières, Sogral.

Cette décision intervient alors que l'opération de réhabilitation et de modernisation de cette infrastructure approche de son terme. Les travaux engagés ont porté sur l'amélioration des installations et des équipements, ainsi que sur l'aménagement des espaces destinés à l'accueil des voyageurs. La gare devrait ainsi entrer dans une nouvelle phase d'exploitation, placée sous la gestion de l'entreprise publique chargée des gares routières. La remise de l'infrastructure est at-



tendue dans les prochains jours, après l'achèvement des travaux de réhabilitation et de modernisation. Sogral devra alors assurer son exploitation et son organisation, notamment en ce qui concerne l'accueil des voyageurs et la circulation des différents moyens de transport. Cette nouvelle organisation concerne éga-

lement la gestion des mouvements des autobus et des taxis au sein et aux abords de la gare. L'objectif annoncé est d'assurer un fonctionnement plus fluide de l'infrastructure et de mieux organiser les conditions d'accueil et de déplacement des usagers. Avant sa mise en service, plusieurs procédures et dispositions

doivent encore être finalisées. Leur mise en œuvre implique une coordination entre les différents intervenants concernés par le secteur des transports et le fonctionnement de la gare. La réhabilitation de la gare routière a permis d'intervenir sur ses infrastructures, ses équipements et ses espaces d'accueil. Le transfert de sa gestion à Sogral constitue la prochaine étape de cette opération. La mise en service de la gare modernisée est prévue après sa remise officielle et la finalisation des dispositions en cours. Son exploitation sera alors assurée par l'Entreprise publique d'exploitation et de gestion des gares routières, avec une nouvelle organisation destinée à encadrer le mouvement des voyageurs, des autobus et des taxis.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE Quatre morts dans un accident sur la RN17 A

I. Yacine

Quatre personnes ont perdu la vie dans une collision entre deux voitures survenue dimanche à 20h25 sur la route nationale 17 A, reliant Sidi Abdelmoumène à Mohammadia, dans la wilaya de Mascara.

Les victimes, des deux sexes, sont décédées sur place. Les éléments de l'unité secondaire de la Protection civile de Mohammadia sont intervenus après l'accident.

Le drame met de nouveau en évidence les risques liés à la conduite de nuit, notamment lorsque certaines règles de circulation ne sont pas respectées. La vitesse excessive, les refus de priorité et les dépassements dangereux figurent parmi les comportements cités comme facteurs d'accidents mortels. La visibilité constitue également un enjeu important après la tombée de la nuit. L'usage de feux puissants peut gêner les conducteurs arrivant en sens inverse, tandis que les vitres équipées de films fumés peuvent réduire le champ de vision. La circulation de véhicules sans éclairage, en raison de pannes ou volontairement, constitue un autre risque signalé.

Ces comportements, particulièrement observés en soirée, peuvent accroître les dangers sur les axes routiers où la circulation se poursuit après la tombée de la nuit.

AGRICULTURE

13 millions de m³ pour irriguer la plaine de Habra

B.H

La direction de l'Hydraulique de Mascara a annoncé l'affectation d'un volume de 13 millions de mètres cubes d'eau à l'irrigation du périmètre agricole de la plaine de Habra. Cette dotation, approuvée par le ministère de l'Hydraulique, provient du barrage de Bouhanifia et couvre les communes de Mohammadia, Sidi Abdelmoumen, Macta-Douz et Bouhenni.

Elle permettra de répondre aux besoins

d'environ 3.000 agriculteurs et d'irriguer près de 7.500 hectares consacrés aux agrumes, dans le cadre de la campagne d'irrigation lancée récemment et qui se poursuivra jusqu'à la fin du mois de septembre.

L'affectation de cette quantité d'eau a été précédée d'une réunion de la commission technique chargée de la gestion et du suivi de l'opération, qui a évalué les besoins des agriculteurs, déterminé les superficies concernées et défini les mesures nécessaires à une gestion efficace et rigoureuse.

Parallèlement, l'antenne locale de l'ONID, en coordination avec la direction de l'Hydraulique, a entamé des sorties de sensibilisation sur le terrain pour promouvoir l'utilisation d'équipements modernes d'irrigation, afin de rationaliser la consommation d'eau et d'étendre l'opération à l'ensemble des terres du périmètre.

Pour rappel, la wilaya de Mascara a enregistré une production de près de 600.000 quintaux d'agrumes lors de la campagne 2025-2026.

TLEMCEM

15 kg de kif saisis, trois suspects interpellés



H.N

Les services de la Sûreté de wilaya de Tlemcen ont saisi 15 kg de kif traité provenant du Maroc et procédé à l'arrestation de trois individus, a indiqué lundi un communiqué de la cellule de communication de ce corps de sécurité.

Selon la même source, cette opération a été menée par les éléments de la brigade de recherche et d'intervention (BRI) de la Sûreté de wilaya de Tlemcen, à la suite de patrouilles pédestres effectuées dans les zones frontalières ouest du pays. Ces patrouilles ont permis l'arrestation de deux individus et la découverte d'un colis contenant 900 grammes de kif traité. L'enquête menée avec les deux individus arrêtés a permis d'identifier un troisième suspect, qui activait au sein du même réseau criminel. Ce dernier a été interpellé et la perquisition de

son domicile a permis de découvrir 14 kg et 100 grammes de kif traité, précise le communiqué. Un dossier judiciaire a été établi à l'encontre des trois individus, qui ont été présentés devant les instances judiciaires compétentes, ajoute la même source. Cette saisie s'inscrit dans le cadre des efforts continus des services de sécurité pour lutter contre le trafic de drogue et démanteler les réseaux criminels actifs dans les zones frontalières. Les patrouilles pédestres, régulièrement menées dans ces secteurs sensibles, ont permis ces dernières années de multiplier les interceptions de produits stupéfiants et les arrestations de trafiquants. Les autorités locales rappellent à cet égard l'importance de la vigilance et de la coopération des citoyens pour signaler tout comportement suspect susceptible de contribuer à la lutte contre ce fléau, qui constitue une menace pour la sécurité et la santé publiques.

NAÂMA, TISSEMSILT ET RELIZANE

Des mesures renforcées contre les risques d'inondation



B.Y

(STEP).

À l'approche de la saison des pluies, la prévention des inondations s'intensifie à Naâma, Tissemsilt et Relizane. Entre nouveaux chantiers, ouvrages déjà réceptionnés et opérations d'entretien, les trois wilayas multiplient les interventions pour sécuriser les zones les plus exposées. À Naâma, plusieurs opérations relevant de la première phase du programme d'urgence de protection d'Aïn Sefra seront prochainement lancées. Elles s'appuient sur une étude technique réalisée par le bureau public « Hydroprojet Engineering », en coordination avec l'Agence spatiale algérienne (ASAL). Cette étude a permis d'établir les caractéristiques hydrogéologiques, climatiques et topographiques des principaux bassins versants dont les eaux convergent vers le centre-ville. Les interventions prévues cibleront particulièrement les risques liés aux crues des oueds El-Braïdj et Tirkount. Le programme prévoit l'aménagement et la rectification des lits des oueds et de leurs confluents, la construction de murs de protection en béton armé ainsi que la réalisation d'un ouvrage hydraulique destiné à faciliter l'écoulement des eaux au niveau de leur point de convergence. Des ouvrages de génie civil permettront également de canaliser les eaux vers l'extérieur du tissu urbain.

Une autre opération, récemment inscrite, portera sur la réhabilitation du réseau d'assainissement ainsi que sur l'aménagement et la reconnexion de l'exutoire principal des conduites d'eaux usées à la station d'épuration

Plus de 900 millions de dinars mobilisés à Tissemsilt

À Tissemsilt, plusieurs projets d'évacuation des eaux pluviales ont été réceptionnés depuis le début de l'année 2026. Selon le chef du service de l'assainissement et de la prévention des risques d'inondation à la direction de l'Hydraulique, Boualem Amrane, une enveloppe de plus de 900 millions de dinars a été consacrée à ces opérations dans le cadre du programme complémentaire de développement accordé à la wilaya.

Les travaux ont notamment porté sur la pose de canalisations de 500 et 1.200 mm de diamètre. Les chantiers réalisés à Aïn Laura et Es-Sebala, dans la commune de Tissemsilt, à Omarouna et Oued Chaghlou, dans la com-

mune de Theniet El Had, ainsi qu'à Ouled Bessam, sont désormais entièrement achevés.

À Ras El Ma, dans la commune de Sidi Abed, un autre projet d'évacuation des eaux pluviales est en voie d'achèvement, avec un taux d'avancement supérieur à 95 %. Les travaux devraient être achevés avant la fin du mois de septembre 2026. D'autres opérations de protection contre les inondations ont également été réalisées à Amari, Maâcem, Khemisti et Ouled Bessam dans le cadre du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales.

Relizane : 25 points noirs sous surveillance

nale et hivernale. Dans la ville de Relizane, 25 points noirs exposés à la stagnation des eaux pluviales ou au débordement des cours d'eau ont été recensés. Selon le chef du service de l'exploitation, Bouabdallah Benaouina, les interventions concernent également les secteurs où des accumulations d'eau sont régulièrement constatées sur le réseau routier et dans les zones d'habitation. Des opérations similaires sont programmées dans les autres communes de la wilaya. Dans ce cadre, l'ONA mène actuellement une campagne de nettoyage des avaloirs et des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales. Plus de 30 agents issus de six centres d'assainissement sont mobilisés au sein de huit équipes techniques, appuyées par quatre camions hydrocureurs. En cas de



À Relizane, l'Office national de l'assainissement (ONA) a engagé une série de mesures préventives en prévision des saisons autom-

bulletin météorologique annonçant de fortes précipitations, des équipes d'astreinte seront mobilisées afin d'assurer la surveillance continue des points sensibles et d'intervenir rapidement en cas d'obstruction. Des moyens techniques sont également utilisés pour détecter les bouchons susceptibles de perturber l'écoulement des eaux. Parallèlement, les services de l'ONA ont lancé, à la fin du mois d'août dernier, une vaste campagne de nettoyage des berges des ravins et des oueds situés à proximité des villes et des zones d'habitation dans plusieurs communes de la wilaya. À travers ces interventions, les trois wilayas cherchent à anticiper les épisodes de fortes précipitations, à améliorer l'évacuation des eaux et à réduire l'exposition des populations et des infrastructures aux risques d'inondation.



SAÏD SAYOUD :

«Mostaganem sera un pôle portuaire majeur»



Wassila. B

La spécialisation du port de Mostaganem au profit des opérateurs publics ouvre une nouvelle étape dans le développement de cette infrastructure, appelée à jouer un rôle accru dans l'organisation du trafic portuaire national. En visite hier dans la wilaya, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a annoncé l'accélération des études pour la réalisation d'un troisième bassin, estimé à quelque 25 milliards de dinars.

Le port de Mostaganem s'apprête à franchir une nouvelle étape de son développement. Après plusieurs opérations destinées à renforcer ses capacités et à améliorer ses performances, l'infrastructure portuaire de l'ouest du pays est désormais appelée à assumer une fonction nouvelle dans le cadre de la réorganisation du système portuaire national. En déplacement lundi à Mostaganem, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a ainsi souligné le caractère « urgent et impératif » de la réalisation d'un troisième bassin au niveau du port commercial. Une nécessité qui s'explique, selon lui, par les limites actuelles des installations existantes, malgré les travaux déjà engagés. Le dragage des premier et deuxième bassins et l'augmentation de leur

mettre la construction d'un nouveau quai et d'un nouveau bassin présentant une profondeur pouvant atteindre 15 mètres. Une configuration qui élargirait considérablement les possibilités d'accueil du port, en lui permettant de recevoir des navires d'une capacité de 60 000 tonnes, voire éventuellement de 80 000 tonnes.

L'objectif affiché par Saïd Sayoud est de permettre au port de Mostaganem de changer d'échelle et de renforcer durablement sa compétitivité. Dans sa déclaration, le ministre a présenté cette future infrastructure comme une réponse aux contraintes qui limitent encore le développement de l'activité portuaire.

Cette perspective intervient alors que le port connaît déjà une évolution favorable de son activité. Au cours des trois dernières années, le volume des marchandises traitées, le trafic de conteneurs ainsi que le chiffre d'affaires ont enregistré une hausse. Une dynamique qui impose, selon les autorités, d'anticiper les besoins futurs en capacités portuaires et logistiques. Au-delà des infrastructures, c'est l'organisation même du trafic portuaire qui est appelée à évoluer. Saïd Sayoud a expliqué que sa visite s'inscrivait dans le cadre de la mise en œuvre de la décision du président de la République relative à la spécialisation des ports au niveau national. L'expérience doit débiter à Mostaganem, qui sera dédié aux opérateurs publics pour leurs opérations d'import-export. Cette orientation vise à instaurer une organisation plus efficace du transport des marchandises, à réduire la pression exercée sur les différents ports et à améliorer leurs performances. Le choix de Mostaganem constitue ainsi une première étape d'une démarche appelée à s'étendre à l'ensemble du territoire. Une équipe spécialisée doit élaborer une vision globale de la spécialisation portuaire dans les différentes régions du pays, à l'est, à l'ouest et au centre. L'objectif est de parvenir à une ré-

accompagner l'activité portuaire. Parmi ces espaces figurent des plateformes de stockage à grande capacité couvrant 10 hectares, auxquelles doivent s'ajouter cinq hectares supplémentaires. Les terre-pleins nécessitent également des équipements adaptés afin d'améliorer la fluidité des opérations. Un programme de renforcement du parc logistique prévoit ainsi l'acquisition de chariots élévateurs, de distributeurs, de différents ensembles électromécaniques, ainsi que d'un scanner et d'autres équipements. L'enveloppe consacrée à cette opération est estimée à 8 milliards de dinars et sa concrétisation est en cours. Le ministre a d'ailleurs supervisé la mise en service de la plateforme de stockage des conteneurs ainsi que des quais qui lui sont rattachés. Cette opération s'inscrit dans le

engagées. L'installation d'un système de vidéosurveillance doit, de son côté, renforcer les capacités de contrôle et de vigilance. Des matériaux et équipements répondant aux exigences de l'environnement portuaire et aux conditions climatiques locales doivent également être utilisés. Autre chantier stratégique : la mise en place du Guichet unique. Celui-ci doit contribuer à simplifier les procédures, réduire les délais de traitement et faciliter les transactions, tout en renforçant la coordination entre les différents organismes et acteurs intervenant dans les opérations portuaires. À travers l'ensemble de ces mesures, les autorités cherchent à agir simultanément sur les capacités physiques, la logistique, la sécurité et les procédures. L'objectif est d'améliorer la qualité des services proposés aux opérateurs



suivi des instructions présidentielles concernant la réorganisation et la spécialisation des ports.

économiques et de rendre les opérations plus fluides.

Des capacités logistiques renforcées

Pour les autorités, la transformation du port de Mostaganem ne commence pas avec le projet du troisième bassin. Plusieurs opérations ont déjà été menées afin de remettre à niveau les installations. Le ministre a rappelé qu'une précédente visite avait permis d'identifier plusieurs insuffisances nécessitant une intervention urgente. Depuis, des travaux importants ont été réalisés. Parmi eux figurent la construction d'une plateforme de stockage d'environ 10 hectares, l'aménagement prévu de cinq hectares supplémentaires, la rénovation de deux quais ainsi que la remise en état de la cale sèche. Saïd Sayoud a également mis en avant le fait que ces travaux ont été réalisés avec l'expertise nationale, par des institutions et des entreprises d'ingénierie algériennes. Pour le ministre, cette réalisation démontre la capacité des compétences et des entreprises nationales à conduire des projets portuaires d'envergure et à répondre à des exigences techniques élevées. La prochaine phase devra donc prolonger ces efforts. Outre le nouveau bassin et le futur quai d'une profondeur d'au moins 15 mètres, des espaces supplémentaires doivent être aménagés au niveau de la cale sèche afin d'augmenter les capacités de stockage et d'améliorer les conditions de réception et de traitement des opérations portuaires.

Une modernisation déjà engagée

La modernisation du port comporte également un important volet lié à la sécurité. Le ministre a insisté sur la nécessité de sécuriser la zone portuaire et de protéger les biens, les marchandises et le personnel. La construction de la clôture de sécurité du port et des zones de stockage figure parmi les opérations

Sécurité et guichet unique

La spécialisation du port de Mostaganem pourrait ainsi modifier sensiblement sa place dans l'économie régionale. En devenant une infrastructure dédiée aux opérations d'importation des entreprises et sociétés publiques, le port doit bénéficier d'une meilleure visibilité dans la répartition nationale des flux de marchandises. Pour Saïd Sayoud, cette orientation est appelée à ouvrir de nouvelles perspectives à l'infrastructure et à renforcer la position économique et logistique de la wilaya. Elle doit également accompagner le développement de la région et profiter à ses habitants. La présence, lors de cette visite, du directeur général de la Sûreté nationale, Ali Badaoui, et du directeur général des Douanes algériennes, le général-major Abdelhafid Bakhouch, traduit par ailleurs la volonté d'associer les différents acteurs concernés à cette nouvelle organisation. Le ministre a insisté sur la coordination entre les services de sécurité, les Douanes, les autorités locales et les responsables du port. Le message est donc clair : les améliorations déjà réalisées constituent moins un aboutissement qu'un point de départ. Avec le troisième bassin, l'extension des capacités logistiques, la modernisation des équipements, le renforcement de la sécurité et la mise en place du Guichet unique, Mostaganem entend désormais disposer des moyens nécessaires pour accompagner sa nouvelle vocation. Le défi est de concrétiser rapidement les projets annoncés, en particulier celui du troisième bassin. Avec une profondeur portée à 15 mètres et une capacité d'accueil pouvant atteindre 60 000 tonnes, voire davantage, cette infrastructure est appelée à devenir la pièce maîtresse de la nouvelle stratégie portuaire de Mostaganem.



profondeur à neuf mètres constituent, certes, une amélioration importante, mais ces opérations restent insuffisantes pour permettre au port d'atteindre une véritable montée en puissance de son activité. « Cela demeure insuffisant pour assurer une véritable activité », a relevé le ministre, estimant que la réalisation d'un troisième bassin constitue désormais une priorité.

Un projet à 25 milliards de dinars

Pour passer à cette nouvelle phase, les études relatives au projet doivent être achevées. Selon Saïd Sayoud, leur taux d'avancement a déjà dépassé 50 %. Leur finalisation doit permettre l'inscription officielle de l'opération de réalisation. Le coût prévisionnel initial du projet est évalué à environ 25 milliards de dinars. L'enveloppe doit notamment per-

partition plus équilibrée du trafic de marchandises et, par conséquent, à une meilleure utilisation des capacités disponibles. Pour le ministre, cette spécialisation doit également contribuer à renforcer la place des ports dans le système économique et logistique national et à offrir de meilleures conditions aux opérateurs économiques.

Mostaganem, premier port spécialisé

La montée en puissance du port ne saurait toutefois reposer uniquement sur l'extension de ses bassins. Le développement des capacités de stockage et des équipements logistiques constitue un autre volet essentiel du programme. Saïd Sayoud a appelé à accélérer les opérations de dragage des deux bassins existants, mais aussi à passer à l'étape de l'équipement des plateformes logistiques destinées à

SIFI GHRIEB REÇU PAR LE PRÉSIDENT MALIEN

Alger et Bamako réactivent leurs mécanismes de coopération



Wassila. B

En visite au Mali, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a été reçu, hier, par le président de la Transition, Chef de l'Etat du Mali, le Général d'Armée Assimi Goïta, dans le cadre de la visite d'amitié qu'il effectue au Mali.

A cette occasion, M. Sifi Ghrieb a transmis les salutations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à son frère le Président Assimi Goïta, lui faisant part de "l'attention particulière qu'il attache au renforcement des liens de fraternité et de bon voisinage entre les deux pays et à la promotion de la sécurité et de la stabilité dans la région".

De son côté, le Président Assimi Goïta a fait part de sa "grande estime" pour le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, soulignant sa "volonté sincère de poursuivre l'action commune en vue de porter les relations de coopération entre l'Algérie et le Mali aux plus hauts niveaux".

Il s'est en outre félicité de l'invitation qu'il a reçue du président de la République à effectuer une visite en Algérie, précisant qu'elle marquera "une étape charnière dans la consolidation de la nouvelle dynamique que connaissent les relations entre les deux pays".

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a souligné, lundi depuis Bamako, la disposition de l'Algérie à réactiver les mécanismes de coopération institutionnelle, conformément aux exigences de l'étape actuelle, indiquant que la visite d'amitié qu'il effectue au Mali, chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, constitue une nouvelle étape dans le parcours des relations historiques unissant les deux pays.

Dans une allocution prononcée lors des discussions ayant réuni les membres des délégations des deux pays, M. Ghrieb a précisé que sa visite au Mali, qui fait suite à celle effectuée en août dernier en Algérie par le Premier ministre, chef du Gouvernement de la République du Mali, M. Abdoulaye Maïga, constitue "une nouvelle étape dans le long et riche parcours des relations historiques" entre les deux pays.

Des liens enracinés

Ces relations, "dont les racines remontent à l'aube de l'Histoire, qui se sont consolidées au cœur de notre lutte commune pour l'indépendance, se sont enracinées après le recouvrement de la souveraineté nationale et sont demeurées fondées sur les principes de fraternité, de solidarité et de bon voisinage", a

rappelé le Premier ministre.

Il a souligné que l'échange de visites de haut niveau entre les deux parties illustre concrètement "la volonté politique ancrée et les décisions judicieuses" du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et de son frère, le Général d'armée Assimi Goïta, président de la Transition, chef de l'Etat du Mali, visant à "relancer et à renforcer les relations algéro-maliennes", de manière à refléter les aspirations des deux peuples et à servir leurs intérêts communs.

Dans ce contexte, le Premier ministre a transmis aux dirigeants, au Gouvernement et au peuple maliens frères les salutations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ainsi que "ses sincères vœux pour davantage de croissance et de prospérité, dans un cadre de sécurité et de stabilité".

Il a souligné, à cette occasion, que cette réunion constitue "une opportunité pour mener des consultations approfondies sur les différents axes de la coopération bilatérale, échanger les vues sur les défis communs auxquels est confrontée notre région, examiner les moyens d'unifier nos efforts conjoints pour y faire face ensemble et explorer de nouveaux domaines susceptibles d'enrichir notre coopération au bénéfice mutuel de nos deux peuples frères", a déclaré M. Ghrieb.

Cette rencontre vise à "déterminer les secteurs prioritaires et à tracer les contours d'une feuille de route commune nous permettant d'œuvrer de concert pour atteindre nos objectifs partagés et nous préparer aux prochaines échéances, avec à leur tête la visite de Son Excellence le Président, le Général d'armée Assimi Goïta, en Algérie", a poursuivi le Premier ministre.

Une nouvelle étape

Evoquant les domaines de coopération bilatérale entre l'Algérie et le Mali, M. Ghrieb a affirmé "la pleine disponibilité de l'Algérie à entamer la réactivation des mécanismes de coopération institutionnelle, à leur tête

la Grande commission mixte de coopération, dont la tenue offrira l'occasion d'actua-

liser et de renforcer le cadre juridique régissant nos relations bilatérales, conformément aux exigences de la nouvelle étape".

Il a exprimé, dans ce sens, sa conviction que "les traditions de coopération ancrées entre l'Algérie et le Mali constituent un socle solide pour bâtir des partenariats futurs dans les domaines d'intérêt commun, au niveau bilatéral, tout en allant de l'avant dans les grands projets d'intégration régionale", à l'image de la Route transsaharienne et de la Dorsale transsaharienne à fibre optique.

Au terme de son allocution, le Premier ministre a relevé que l'Algérie aspire à "cristalliser une vision commune sur les dossiers d'importance pour l'Algérie et le Mali", lesquels pourraient être soumis aux dirigeants des deux pays lors de la visite programmée du Président Assimi Goïta en Algérie, à même de consolider les efforts conjoints vers "davantage de sécurité, de stabilité, de développement et de prospérité dans l'espace régional et continental".

Rencontre entre les deux premiers ministres

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb a eu, lundi à Bamako, des entretiens en tête-à-tête avec le Premier ministre, chef du gouvernement de la République du Mali, M. Abdoulaye Maïga, élargis aux membres des délégations des deux pays.

Ces entretiens se sont déroulés dans le cadre de la visite d'amitié qu'effectue M. Ghrieb en République du Mali, chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Les deux parties ont passé en revue les relations historiques et fraternelles unissant les deux pays et réaffirmé "la nécessité d'intensifier les efforts conjoints afin de concrétiser la forte volonté politique partagée par les dirigeants des deux nations, son Excellence le Président Abdelmadjid Tebboune, et son Excellence le Président Assimi Goïta, visant à consolider les liens de solidarité, de coopération et de bon voisinage, au mieux des intérêts supérieurs des deux peuples frères et en vue de garantir la sécurité et la stabilité dans la région".

STABILITÉ DU SAHEL

Des professionnels de médias maliens saluent le rôle de l'Algérie

Des professionnels de médias maliens ont salué le rôle de l'Algérie en faveur de la stabilité au Sahel, mettant en avant l'importance du renforcement des relations qui unissent l'Algérie et le Mali à plusieurs égards.

Dans des déclarations à l'APS, en marge de la visite d'amitié qu'effectue à Bamako le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ces professionnels des médias ont été unanimes à affirmer que cette visite constitue un signal fort témoignant de la volonté des deux pays d'œuvrer pour l'instauration de la paix et de la stabilité au Sahel.

A ce propos, le journaliste et chercheur spécialiste des questions du Sahel, Mohamed Ouis El-Mehri, a précisé que la visite du Premier ministre était "très attendue aux niveaux officiel et populaire au Mali" au vu de l'importance des relations unissant les deux pays à plusieurs égards. En tant que porte d'entrée du continent africain, l'Algérie revêt pour le Mali une grande importance, ce qui fait de la

coopération bilatérale un "choix stratégique", a-t-il dit, évoquant l'expertise algérienne dans les domaines du pétrole, des infrastructures et dans divers secteurs de développement.

Sur le plan diplomatique, le journaliste a salué l'expertise avérée de l'Algérie en matière de médiation, de gestion des négociations et de règlement des crises, mettant en avant le rôle qu'elle joue dans ce sens à l'échelle du continent africain. Il a rappelé, à ce sujet, que l'approche algérienne "repose sur le dialogue, la diplomatie, le respect de la souveraineté des Etats et la non-ingérence dans leurs affaires intérieures, tout en mettant l'accent sur la dimension de développement dans le traitement des crises que connaît le continent africain, ce qui est de nature à poser les bases de la stabilité au Sahel". De son côté, le journaliste malien Abdelaziz Maïga a estimé que la visite du Premier ministre à Bamako témoigne de "la volonté des deux pays de travailler de concert pour renforcer la stabilité et la paix et promouvoir le dialogue face aux crises multidimensionnelles que traverse la région du Sahel". Il a également salué le rapprochement entre les deux pays frères, au re-



gard de l'importance de la conjugaison des efforts pour relever les défis auxquels la région est confrontée. Pour sa part, le journaliste Amadou Camara s'est dit optimiste quant à cette visite, qui reflète "l'attachement des deux pays à leurs relations historiques". Après avoir

rappelé que les deux pays partagent des frontières communes et des liens de fraternité ancrés, il a souligné que la visite de M. Sifi Ghrieb à Bamako "illustre clairement la volonté de l'Algérie et du Mali de renforcer leur coopération et leur coordination".

DIPLOMATIE

Tebboune reçoit les lettres de créance de trois nouveaux ambassadeurs

R. N

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé hier la cérémonie de présentation des lettres de créance de trois nouveaux ambassadeurs en Algérie. Il s'agit de Son Excellence Mme Tia Martin Othman, Ambassadrice du Royaume de Norvège ; Son Excellence M. Vu Du Long, Ambassadeur de la République socialiste du Vietnam ; et Son Excellence Mme Anne Christine Krank, Ambassadrice de la République de Finlande. Le Ministre d'État chargé des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, et le Conseiller du Président de la République pour les Affaires diplomatiques, M. Amar Abba, ont assisté à la cérémonie.



COOPÉRATION

Le ministre de la Communication reçoit l'ambassadeur du Yémen

R. N

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Bouslimani, a reçu, lundi, l'ambassadeur de la République du Yémen en Algérie, Mohammed Ali Alaoui El Yazidi, dans le cadre du renforcement des relations de coopération dans le domaine des médias entre les deux pays, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre a été l'occasion d'examiner l'état et les perspectives de la coopération dans le domaine de l'in-



formation et de la communication, ainsi que les moyens de développer le partenariat et d'échanger les expertises et les expériences, au service des intérêts communs et en faveur de la consolidation des relations

bilatérales", selon la même source. Les deux parties ont également abordé nombre de questions d'intérêt commun, soulignant l'importance du rôle de l'information et de la communication dans le ren-

forcement du rapprochement entre les peuples et la promotion des atouts culturels et historiques des deux pays, ainsi que dans le soutien aux efforts visant à promouvoir la coopération bilatérale dans divers domaines". Au terme de la rencontre, les deux parties ont réaffirmé "leur souci de poursuivre la coordination et la concertation, de manière à contribuer au renforcement des relations existantes entre l'Algérie et le Yémen et à les hisser à des niveaux plus supérieurs".

ÉLECTIONS LOCALES

L'ANIE accélère les préparatifs à Ouargla

Le président de l'Autorité nationale électorale indépendante (ANIE), Saïd Arous, a présidé lundi à Ouargla une réunion régionale organisée en vue des élections municipales et provinciales prévues le 28 novembre.

Ont participé à cette réunion les coordinateurs locaux de l'ANIE pour les provinces d'Ouargla, de Ghardaïa, d'El Oued, d'In Salah, de Tougourt, d'El M'Ghair, d'El Meniaa et d'Aflou, ainsi que les directeurs de l'administration locale, de l'organisation et des affaires publiques de ces provinces. À cette occasion, le président de l'ANIE a expliqué que cette réunion s'inscrivait dans une série de réunions et d'activités planifiées par l'Autorité en vue des élections

locales. Il a décrit ce processus comme « un processus global qui débute par la convocation des électeurs et se poursuit par étapes, exigeant une étroite coordination et un strict respect des dispositions légales afin de garantir le succès de cet événement national ». M. Aroussi a indiqué que cette réunion régionale représente « une étape importante pour unifier les visions, harmoniser les pratiques, partager les expériences, répondre aux préoccupations et rectifier le tir si nécessaire ».

Dans le même esprit, il a souligné l'engagement de son ministère à ouvrir des canaux de communication et de coordination avec les différents acteurs du processus électoral, notamment les

partis politiques, et à leur offrir une plateforme pour exprimer leurs préoccupations et observations dans le cadre des mandats définis. Il a noté que ces réunions s'inscrivent dans la démarche adoptée par l'Autorité électorale nationale indépendante pour garantir le succès des prochaines élections. M. Aroussi s'est félicité de la coordination déjà en place avec les différents acteurs, notamment les ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, ainsi que les collectivités territoriales, les services publics, le pouvoir judiciaire et les médias, qu'il a considérés comme des « partenaires essentiels » du processus électoral, notamment pour la diffusion d'informations exactes aux citoyens.

COOPÉRATION

Badaoui reçoit l'ambassadeur du Royaume-Uni



Le Directeur général de la Sécurité nationale, M. Ali Badaoui, a reçu, hier à Alger, l'ambassadeur du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Algérie, M. James Robert Stephen Downer, indique un communiqué de la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN). Lors de cette rencontre, tenue au siège de la DGSN, les deux parties ont examiné "les voies et moyens de renforcer les liens de coopération et de coordination policières entre les deux pays dans les domaines de l'instruction et de la formation". La rencontre a également porté sur "l'échange d'expertises et d'expériences en vue de renforcer les capacités opérationnelles face à toutes les formes de menaces sécuritaires, notamment la criminalité transnationale et les crimes émergents", précise la même source.

EDITO

Washington reconnaît le poids stratégique de l'Algérie

Wassila. B

Pour la troisième fois depuis juillet 2025, Mas-sad Boulos est de retour à Alger. Le conseiller spécial de Donald Trump pour les affaires arabes et africaines a été reçu par le président Abdelmadjid Tebboune et le Premier ministre Sifi Ghrieb. Au menu : la « solidité » des relations algéro-américaines et la nécessité de préserver la « stabilité régionale ». Derrière le langage diplomatique, le déplacement révèle surtout une réalité nouvelle : Washington manifeste un intérêt croissant pour Alger. Le symbole le plus significatif de cette visite réside dans la rencontre entre Boulos et Nour Eddine Daoudi, PDG de Sonatrach. Que le patron de la compagnie nationale soit placé au cœur de cette séquence diplomatique n'est évidemment pas anodin. L'énergie n'est plus un simple volet de la relation bilatérale : elle en constitue désormais l'un des principaux ressorts. L'intérêt manifesté par ExxonMobil et Chevron pour l'exploration onshore et offshore, mais aussi pour les hydrocarbures non conventionnels et les énergies renouvelables, confirme cette évolution. Les grandes compagnies américaines ne viennent pas seulement chercher des opportunités commerciales : elles cherchent à s'inscrire dans un marché où l'Algérie dispose de ressources, d'une expertise reconnue et d'un potentiel considérable. Alger se trouve ainsi en position de sélectionner ses partenaires et de négocier des coopérations susceptibles d'accompagner sa propre transformation énergétique.

Cette dynamique prend une dimension supplémentaire à la lumière des déclarations de Mark Shapiro, chargé d'affaires américain, qui a qualifié l'Algérie de « plus grand pays d'Afrique » et d'« acteur clé de la sécurité énergétique » de l'Europe. Au-delà de la formule diplomatique, le message est limpide. Dans un environnement marqué par les incertitudes géopolitiques et la recherche européenne de nouvelles sources d'approvisionnement énergétique, la stabilité et les ressources algériennes constituent des atouts stratégiques.

Mais l'intérêt américain ne se limite pas aux hydrocarbures. L'autre enseignement de cette séquence tient à la diversification progressive des instruments de coopération économique. L'accord conclu entre le CREA et l'AmCham à l'issue du Select USA Investment Summit, avec la perspective d'un forum d'affaires bilatéral et d'un programme d'action commun, s'inscrit dans cette logique. La réception de la délégation algérienne par le département du Commerce américain vient renforcer cette architecture.

Alger privilégie ainsi une méthode : multiplier les canaux de coopération plutôt que miser sur une relation exclusive. Les propos de Shapiro sur les cinquante États américains, chacun disposant de ses propres leviers économiques, ouvrent à cet égard des perspectives intéressantes. La diplomatie économique algérienne peut exploiter cette diversité en ciblant les territoires les plus complémentaires : le Texas pour l'énergie, la Géorgie pour la logistique ou encore la Floride pour les services. Cette approche correspond à la ligne que l'Algérie cherche à consolider depuis plusieurs années : diversifier ses partenariats, préserver ses marges de décision et transformer son poids économique en influence durable.

NIGERIA

18 candidats à la présidentielle de 2027

La Commission électorale nationale indépendante du Nigeria (INEC) a publié la liste définitive des 18 candidats à l'élection présidentielle prévue le 16 janvier 2027.

Le président sortant, Bola Ahmed Tinubu, candidat à un second mandat sous les couleurs du Congrès des progressistes (APC), figure sur cette liste aux côtés de l'ancien vice-président Atiku Abubakar, candidat de l'Alliance for Democratic Congress (ADC), et de Peter Obi, ancien gouverneur de l'Etat d'Anambra, arrivé troisième lors du scrutin de 2023. La candidature de l'ancien président Goodluck Jonathan, au pouvoir de 2010 à 2015 et présenté par le Parti démocratique populaire (PDP), n'a pas été retenue par l'INEC. La présidentielle de janvier 2027 opposera ainsi 18 candidats, 16 hommes et deux femmes, pour la présidence du pays le plus peuplé d'Afrique.



JOURNÉE MONDIALE DE LA SEPTICÉMIE

L'OMS appelle à une prise en charge précoce

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a appelé, à l'occasion de la Journée mondiale de la septicémie, célébrée le 13 septembre, à renforcer la prévention, le diagnostic précoce et la prise en charge de cette urgence médicale potentiellement mortelle.

La septicémie survient lorsque l'organisme réagit de manière excessive à une infection, entraînant des lésions des tissus et des organes pouvant évoluer vers un choc septique, une défaillance multiviscérale et le décès, explique l'OMS. Elle peut être provoquée par des infections bactériennes, virales, parasitaires ou fongiques et peut toucher toute personne, notamment celles atteintes d'une infection, d'une blessure grave ou d'une maladie non transmissible sévère, poursuit-elle. Certaines catégories présentent toutefois un risque accru, notamment les personnes âgées, les nouveau-nés, les femmes enceintes ou ayant récemment accouché, les patients hospitalisés ou admis en soins intensifs, ainsi que les personnes dont le système immunitaire est affaibli ou souffrant de maladies chroniques. Parmi les signes d'alerte figurent notamment une température corporelle élevée ou basse accompagnée de frissons, la confusion, des difficultés respiratoires, une peau froide et moite, des douleurs intenses, une accélération du rythme cardiaque, une faible pression artérielle et une diminution de la production d'urine.

Chez les enfants, la respiration rapide, les convulsions, la pâleur, une grande faiblesse, les difficultés à se réveiller, ainsi que, chez les moins de cinq ans, les difficultés à s'alimenter, les vomissements fréquents ou l'absence d'urines qui peuvent constituer des signes d'alerte. L'OMS souligne que la septicémie contractée dans les établissements de santé figure parmi les événements indésirables les plus fréquents liés aux soins et peut être favorisée par des agents pathogènes résistants aux médicaments. Pour réduire les risques, l'organisation préconise notamment l'hygiène des mains, la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, ainsi que la vaccination conformément aux recommandations sanitaires. Elle insiste également sur l'utilisation appropriée des antibiotiques et sur l'application rigoureuse des mesures de prévention et de contrôle des infections dans les établissements de santé. L'OMS rappelle enfin que la rapidité du diagnostic et de la prise en charge est déterminante. L'administration précoce d'antimicrobiens adaptés et, lorsque nécessaire, de liquides par voie intraveineuse et de médicaments permettant de maintenir la pression artérielle, peut améliorer les chances de survie.

FERRY INCENDIÉ AUX PHILIPPINES

Un long processus d'identification des victimes



L'identification des victimes de l'incendie d'un ferry aux Philippines, qui a fait 76 morts, pourrait prendre plusieurs semaines, voire plusieurs mois, ont indiqué dimanche les autorités, alors que les experts

médico-légaux ont commencé à recueillir et comparer des échantillons d'ADN prélevés sur les restes calcinés.

Des restes humains ont été retrouvés dans différentes parties du navire, a indiqué Ri-

chard Allan Mangalip, spécialiste médico-légal de la Police nationale philippine, précisant que la plupart étaient calcinés.

Le ferry, qui transportait plus de 130 personnes, effectuait la liaison entre Manille et Coron, dans la province de Palawan, lorsqu'il a pris feu à l'approche de sa destination.

Les secours ont récupéré samedi 41 restes supplémentaires, portant le bilan à 76 morts, tandis que 13 personnes restent portées disparues. D'autres victimes pourraient être retrouvées, les recherches se poursuivant dans les parties inondées du navire. Les enquêteurs n'ont pas encore déterminé l'origine du sinistre et poursuivent leurs recherches. Selon l'Autorité de l'industrie maritime, deux explosions auraient été entendues à bord peu avant le déclenchement du feu, selon des témoignages de survivants. Cet incendie intervient après plusieurs accidents maritimes meurtriers aux Philippines, où les ferries et petites embarcations constituent un moyen de transport essentiel pour des millions de personnes.

AFRIQUE DU SUD

Un accident meurtrier fait 21 morts

Au moins 21 personnes ont péri dans un accident de la route impliquant trois véhicules dans la province du Cap-Occidental en Afrique du Sud, ont rapporté lundi des médias locaux. L'accident s'est produit, dimanche soir, entre les villes de Prince Albert et Leeu-Gamka. Les autorités ont confirmé que 21 personnes avaient perdu la vie et trois autres ont été grièvement blessées, a rapporté le site d'information Cape Town Etc.

Les circonstances exactes de l'accident n'ont pas encore été établies et font toujours l'objet d'une enquête, selon les autorités.

ITALIE

L'activité de l'Etna perturbe le trafic aérien en Sicile

L'arrivée de tous les vols à l'aéroport de la ville italienne de Catane (île de Sicile) était suspendue lundi en raison de l'éruption du volcan Etna, a annoncé la société gestionnaire du hub aérien.

"En raison de l'activité volcanique aujourd'hui, lundi 14 septembre, il a été décidé de fermer le secteur C1, ce qui a entraîné la suspension de l'accueil des vols à l'arrivée.

Il est recommandé aux passagers de vérifier le statut de leur vol auprès de leur compagnie aérienne avant de se rendre à l'aéroport", in-



dique-t-elle, dans un communiqué.

Les scientifiques enregistrent en permanence l'activité de l'Etna, le plus haut vol-

can actif d'Europe. D'habitude, il ne présente pas de danger pour la population.

Le mois dernier, l'éruption a perturbé le

fonctionnement de l'aéroport pendant près de dix jours, ce qui a entraîné l'annulation et le report d'environ 1.000 vols.

JOJ DAKAR 2026

Le COA mobilise les fédérations sportives



Le Comité olympique et sportif algérien (COA) intensifie les préparatifs de la participation algérienne aux Jeux olympiques de la jeunesse (JOJ-2026), en réunissant les fédérations nationales

concernées à quelques semaines du rendez-vous de Dakar, prévu du 31 octobre au 13 novembre.

Cette réunion technique, tenue dimanche à Alger, a été présidée par Hamza Deghdagh,

chef de la mission algérienne aux JOJ-2026, en présence du staff technique et administratif du COA.

La rencontre a permis de renforcer la coordination entre le comité olympique et les fédérations sportives engagées dans cette échéance internationale, avec l'objectif de réunir les meilleures conditions de préparation et d'accompagnement aux jeunes athlètes algériens, précise l'instance olympique dans un communiqué.

A Dakar, l'élite sportive nationale tentera de se distinguer dans cette compétition qui rassemblera les meilleurs jeunes talents internationaux et constituera une importante étape dans leur progression vers le haut niveau.

Les JOJ-2026 se dérouleront du 31 octobre au 13 novembre dans la capitale sénégalaise, première ville africaine à accueillir un événement olympique qui réunira quelque 2.700 jeunes athlètes dans une vingtaine de disciplines.

BASKET 3X3

L'Algérie connaît ses adversaires au Mondial U23

La sélection algérienne masculine basket 3x3 des moins de 23 ans (U23) prendra part à la Coupe du monde 2026, prévue du 15 au 19 septembre à Wuhan (Chine), avec l'ambition de franchir le cap de la phase de poules dans un groupe C relevé, aux côtés de la Pologne, du Kenya, de la France et de l'Australie. Qualifiée à l'issue de la conférence Afrique du Nord de la Ligue des nations FIBA 3x3, disputée du 3 au 8 août à Monastir (Tunisie), l'équipe algérienne avait terminé en tête du classement général avec 480 points, devant la Tunisie (465 pts) et l'Ouganda (415 pts), décrochant ainsi son billet pour le rendez-vous mondial de Wuhan. Lors de cette conférence, le quatuor algérien composé d'Abdelmalek Aouana, Mehdi Fahem Quittane, Nael Yahiatene et Mehdi Bouhama avait notamment dominé l'Egypte (21-19) et l'Ouganda (17-11), avant de s'incliner en finale du dernier "Stop" face à la Tunisie (20-17). Pour son entrée en lice au Mondial, l'Algérie affrontera la France mardi 15 septembre à partir de 3h15 (heure algérienne), avant de donner la réplique au Kenya à 5h45.



Les Algériens poursuivront la phase de poules jeudi 17 septembre avec deux autres rencontres, face à la Pologne à 3h00, puis contre l'Australie à 5h55.

Les deux premières équipes de chacun des quatre groupes de cinq nations accéderont aux quarts de finale, prévus samedi 19 septembre. Les vainqueurs poursuivront leur parcours jusqu'aux demi-finales puis à la finale. La compétition, qui réunit 20 sélections masculines et autant chez les dames, se déroule au

Hongshan Riverfront Park de Wuhan. Chez les messieurs, la Lituanie, sacrée championne du

monde U23 en 2025 après sa victoire en finale contre la Serbie, tentera de conserver son titre dans un groupe D particulièrement relevé, avec la Chine, pays hôte, les Etats-Unis, l'Argentine et la République de Corée.

Le groupe A réunit l'Allemagne, les Pays-Bas, la Serbie, le Kazakhstan et les Tonga, tandis que le groupe B est composé de la Lettonie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Espagne, de l'Egypte et des Philippines. La Coupe du monde U23 constitue l'une des principales étapes de développement des jeunes joueurs vers le haut niveau international, plusieurs participants aux précédentes éditions ayant ensuite évolué sur le FIBA 3x3 World Tour, la Coupe du monde senior et la scène olympique.

Programme de l'Algérie (heures algériennes) :

<u>Mardi 15 septembre :</u>	
Algérie - France	(3h15)
<u>Mardi 15 septembre :</u>	
Algérie - Kenya	(5h45)
<u>Jeudi 17 septembre :</u>	
Pologne - Algérie	(3h00)
<u>Jeudi 17 septembre :</u>	
Australie - Algérie	(5h55).

CHAMPIONNATS D'AFRIQUE DE JU-JITSU

L'Algérie hôte de l'édition 2026

L'Algérie abritera l'édition 2026 des Championnats d'Afrique (toutes catégories) de Ju Jitsu, prévue du 15 au 20 septembre courant, à la Coupole du Complexe Olympique Mohamed Boudiaf (Alger), a indiqué la Fédération algérienne de Ju Jitsu.

Deux-cent cinquante-quatre (254) athlètes, représentant neuf pays africains, prendront part à cette compétition, ajoute la

même source.

Avec 140 athlètes engagés, l'Algérie sera le pays le mieux représenté dans cette compétition, devant la Tunisie (49), l'Angola (32) et le Gabon (32), au moment où certaines nations participeront avec un nombre moins important. Parmi eux, l'Ile Maurice, qui sera représentée par sept athlètes, devant le Mali (4), la RDC Congo (3), le Cameroun (3), et le

Sénégal (2).

La compétition est ouverte aux catégories U16, U18, U21 et Masters.

La Fédération algérienne de Ju Jitsu a appelé l'ensemble des représentants nationaux dans cette compétition à se présenter à l'Hôtel Mazafran à partir de ce lundi après-midi (16h00), pour un regroupement précompétitif.

JEUX AFRICAINS UNIVERSITAIRES Bilan historique pour le judo algérien

La sélection nationale universitaire algérienne de judo a clôturé sa participation aux Jeux africains universitaires, qui se déroulent actuellement au Caire, en Egypte, avec un bilan "historique" de 19 médailles, dont 7 en or, 7 en argent et 5 en bronze, a indiqué lundi la Fédération algérienne du sport universitaire.

Selon la même source, cette performance vient confirmer le niveau affiché par les judokas algériens tout au long de la compétition. Les représentants nationaux sont parvenus à monter sur le podium dans plusieurs catégories de poids, au terme de combats disputés avec beaucoup d'engagement, de détermination et de combativité.

Parmi les principaux faits marquants de cette participation figure la médaille d'or remportée dans l'épreuve par équipes mixtes, une épreuve particulièrement relevée qui réunit des athlètes féminins et masculins au sein d'une même équipe.

Ce sacre collectif vient ainsi enrichir le palmarès de la sélection universitaire algérienne.

Le bilan global du judo algérien s'établit donc à 7 médailles d'or, 7 d'argent et 5 de bronze, une moisson qui témoigne de la bonne préparation des étudiants-athlètes algériens et de leur capacité à rivaliser avec les meilleurs participants à ce rendez-vous continental.

Cette participation constitue également une étape importante dans le développement du judo universitaire en Algérie, en offrant aux jeunes sportifs l'opportunité de se confronter au niveau africain et d'acquérir une expérience précieuse sur le plan compétitif.

Les judokas algériens contribuent ainsi à une moisson plus large de médailles obtenues par la délégation nationale dans les différentes disciplines engagées aux Jeux africains universitaires.

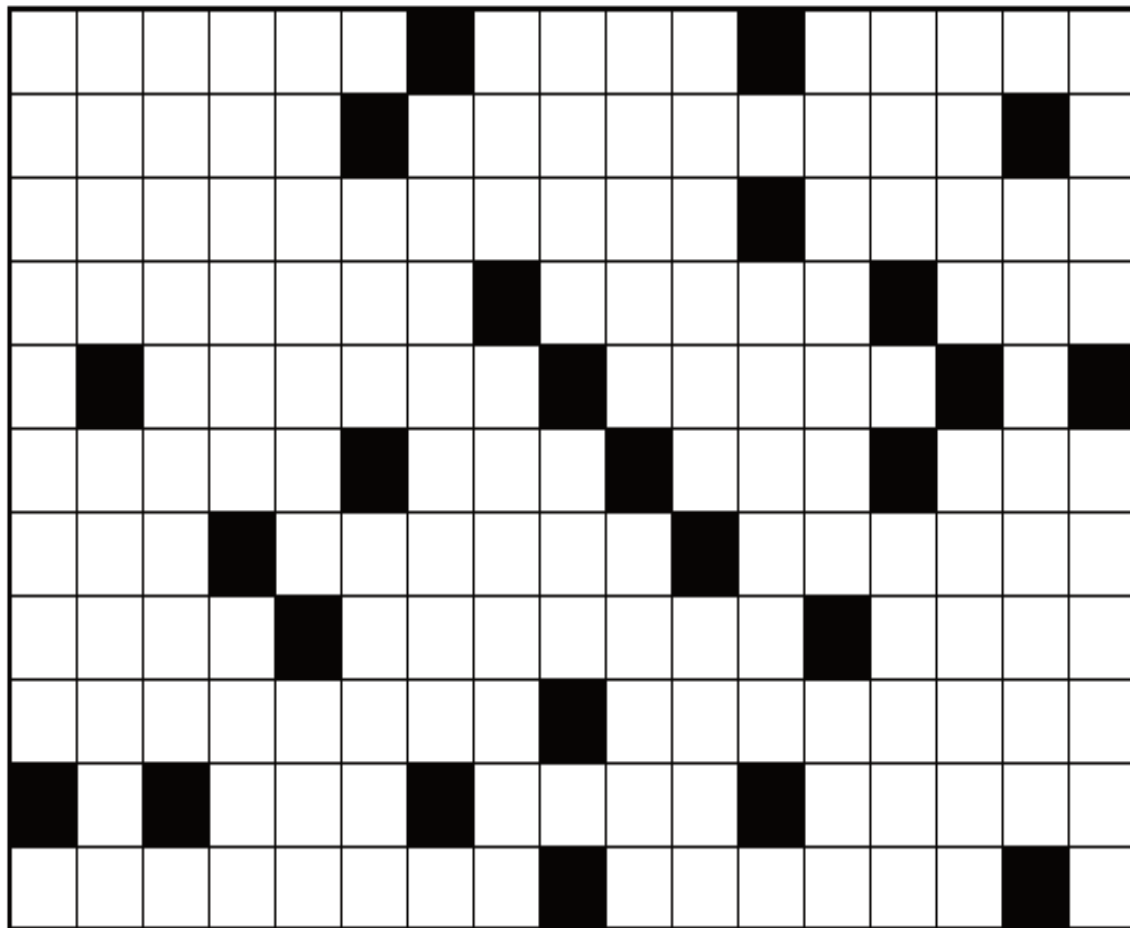
En natation, la sélection nationale universitaire a décroché 30 médailles, dont 10 en or, 9 en argent et 11 en bronze.

En badminton, les représentants algériens ont remporté quatre médailles, deux en or et deux en argent.

En lutte, la délégation algérienne a obtenu huit médailles, dont quatre en or, une en argent et trois en bronze, tandis que l'équipe de taekwondo a récolté sept médailles, avec trois en or, deux en argent et deux en bronze.

La Fédération algérienne du sport universitaire s'est félicitée de ces performances, estimant qu'elles confirment l'importance de soutenir le sport universitaire, considéré comme un véritable vivier permettant de détecter les talents, de les accompagner et de les former, afin de faire émerger une nouvelle génération d'athlètes capables de représenter l'Algérie lors des grandes échéances continentales et internationales.

Casez les mots ou sigles suivants dans la grille



- 3 -	- 4 -	- 5 -	- 6 -	- 7 -	- 8 -	- 9 -
ANA	AERA	ARASE	CESSER	ARSENAL	BONIFIEE	BLESSERAI
DRU	EROS	AROME	ESSORA	ASINIEN	ESSEULEE	GARAGISTE
FAR	NUEE	ARRET	GELULE	LESINER	ETENDUES	LATINISTE
IRE	PAIE	ELITE	MINOIS	SANGSUE	GISEMENT	
MEC	RIEN	ERINE	MINUTE	SEGMENT	MUERIONS	
NIE	TUEE	IRISE	NANTIS			- 11 -
PLI	TUTU	ISERE	ROUTES			ROTISSOIRES
RAI	UNES	SEMES	RUINES			
REG	UNIE	SIEGE	SERGES			
REM	UVEE	TUILE	ULTIME			
SET		USUEL	USINAS			
SOS						

Comment dit-on se déshabiller en japonais ?

Réponse : tatoukrite

Le Saviez-vous ?

L'époque de Cléopâtre est bien plus proche de l'invention de l'iPhone que la construction des pyramides d'Egypte !

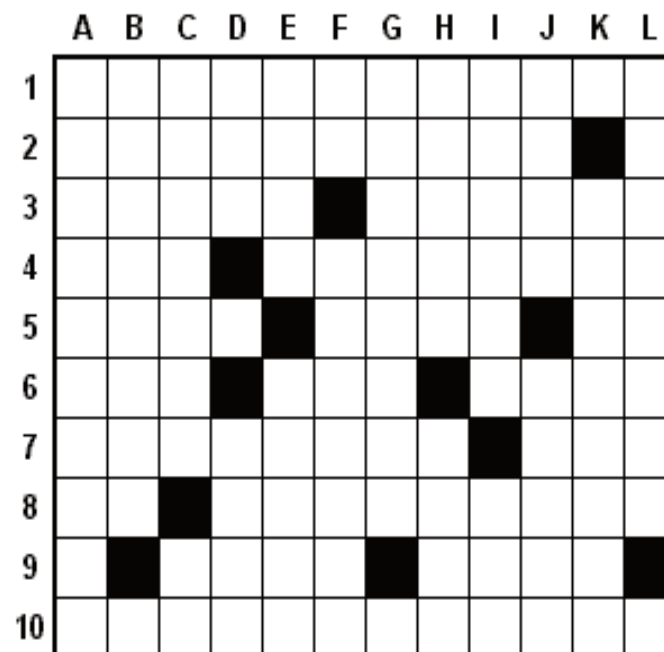


Il y a plus de temps entre l'époque dans laquelle a vécu la célèbre reine d'Égypte Antique Cléopâtre et la construction des trois grandes pyramides de Gizeh que l'époque de Cléopâtre et l'ouverture du premier restaurant McDonald's ou encore l'invention de l'iPhone.

En effet, Cléopâtre a vécu
entre 69 av. J.-C. et 30 av. J.-C.

Les grandes pyramides d'Égypte ont été construites aux alentours de 2560 av. J.-C. L'ouverture du premier McDonald's a été en 1940 et la l'iPhone a été inventé en 2007.

Mots croisés



Horizontalement

- 1 - Scène permanente et souvent futile
- 2 - Avec elle vous ne paraîtrez plus froissé
- 3 - Fait la peau lisse - Ambitionnera
- 4 - Fer frappant le fer - Dispositif qui empêche la fertilité
- 5 - C'est pareil - Bout de bois - Il vaut bien le titane en équation
- 6 - Cours de la Vallée des Rois - Aber - Dites oui et vous le serez
- 7 - Ressassé maintes fois - Elle est visible de loin dans le kiosque
- 8 - Pointe de rose - Irais parfois trop loin
- 9 - Tête d'affiche - Bisque
- 10- Prépareraient la générale

Verticalement

- A - Abrutir
- B - Grave danger pour le foie
- C - Relatif à des ouvrières très spécialisées - Ancien secteur postal
- D - Difficulté - Bruit de mauvais moteur
- E - Divins protecteurs dans le Nord - Grand col
- F - Voisine de Dijon - Couverture
- G - Gonflerais
- H - Se manifester dans le noir - Exécutera
- I - Il a une fusée à chaque bout - Musique populaire africaine
- J - Pas du tout imaginaire - Petite quantité de lait
- K - Qui concerne la tunique interne de l'oeil
- L - Mets les moyens de production aux mains de la collectivité

Sudoku

			6	2	7			
6		5	4		8	2		1
		9	5		1	8		
4	1	3	9		2	6	7	8
5	8	2	7	6	4	9	1	3
		4	3		9	7		
7		1	2		6	3		9
			8		5			

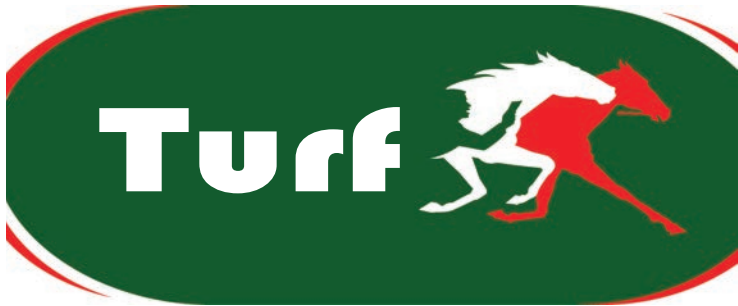
Dans chaque ligne, chaque colonne, chaque carré
tous les chiffres de 1 à 9 doivent être utilisés

Solutions

10	R	E	P	E	T	E	R	A	I	E	N	T
9	E	S	T	A	R			R	A	G	E	
8	I	T	E	R	A	B	U	S	E	R	A	I
7	S	T	E	R	A	I	F			U	N	E
6	N	I	L		R	A			U	N	I	S
5	I	T	A	C	O	R	E			T	I	
4	E	P	I	L		V	I	S	E	R	A	
3	R	E	P	A	S	E	U	S	E		T	
2	C	H	A	M	A	I	L	L	E	R	I	E
1	A	R	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L

3	9	6	8	7	4	1
6	2	4	9	5	3	8
1	3	8	6	2	7	4
9	5	8	2	7	1	6
4	1	3	9	5	2	7
2	2	4	9	5	3	8
7	5	1	2	4	6	3
8	6	3	1	9	7	5
5	8	2	7	6	4	1
4	9	5	3	8	2	7
1	3	8	6	2	7	4
9	5	8	2	7	1	6
4	1	3	9	5	2	7
2	2	4	9	5	3	8
7	5	1	2	4	6	3
8	6	3	1	9	7	5
5	8	2	7	6	4	1
4	9	5	3	8	2	7
1	3	8	6	2	7	4
9	5	8	2	7	1	6
4	1	3	9	5	2	7
2	2	4	9	5	3	8
7	5	1	2	4	6	3
8	6	3	1	9	7	5
5	8	2	7	6	4	1
4	9	5	3	8	2	7
1	3	8	6	2	7	4
9	5	8	2	7	1	6
4	1	3	9	5	2	7
2	2	4	9	5	3	8
7	5	1	2	4	6	3
8	6	3	1	9	7	5
5	8	2	7	6	4	1
4	9	5	3	8	2	7
1	3	8	6	2	7	4
9	5	8	2	7	1	6
4	1	3	9	5	2	7
2	2	4	9	5	3	8
7	5	1	2	4	6	3
8	6	3	1	9	7	5
5	8	2	7	6	4	1
4	9	5	3	8	2	7
1	3	8	6	2	7	4
9	5	8	2	7	1	6
4	1	3	9	5	2	7
2	2	4	9	5	3	8
7	5	1	2	4	6	3
8	6	3	1	9	7	5
5	8	2	7	6	4	1
4	9	5	3	8	2	7
1	3	8	6	2	7	4
9	5	8	2	7	1	6
4	1	3	9	5	2	7
2	2	4	9	5	3	8
7	5	1	2	4	6	3
8	6	3	1	9	7	5
5	8	2	7	6	4	1
4	9	5	3	8	2	7
1	3	8	6	2	7	4
9	5	8	2	7	1	6
4	1	3	9	5	2	7
2	2	4	9	5	3	8
7	5	1	2	4	6	3
8	6	3	1	9	7	5
5	8	2	7	6	4	1
4	9	5	3	8	2	7
1	3	8	6	2	7	4
9	5	8	2	7	1	6
4	1	3	9	5	2	7
2	2	4	9	5	3	8
7	5	1	2	4	6	3
8	6	3	1	9	7	5
5	8	2	7	6	4	1
4	9	5	3	8	2	7
1	3	8	6	2	7	4
9	5	8	2	7	1	6
4	1	3	9	5	2	7
2	2	4	9	5	3	8
7	5	1	2	4	6	3
8	6	3	1	9	7	5
5	8	2	7	6	4	1
4	9	5	3	8	2	7
1	3	8	6	2	7	4
9	5	8	2	7	1	6
4	1	3	9	5	2	7
2	2	4	9	5	3	8
7	5	1	2	4	6	3





Hippodrome Kaid-Ahmed de Tiaret

Journée N° 169

Par Zeggai Abdelkader



Fiche technique: Paris Quarté et Quinté

1 - HAVANA D'HEM

MD. ASLI 57 kg
09-09-2025 1.400 m 11ème
MD. ASLI 54 kg 12 pts
04-10-2025 1.300 m 8ème
MD. ASLI 54 kg 14 pts
02-12-2025 1.300 m retiré
JJ/ KH. BENKHATTOU 54 kg 12 pts
14-04-2026 1.400 m 5ème
MD. ASLI 54 kg 12 pts
05-05-2026 1.300 m 5ème
MD. ASLI 54 kg 12 pts
Il demeure compétitif pour un accessit dans un parcours qui lui convient.

Conclusion : Une priorité.

2 - GABION D'HEM

W. HAMOUL 56 kg
02-12-2025 1.300 m 2ème
AP/ F. BOUBEKEUR 54,5 kg 12 pts
09-12-2025 1.500 m 5ème
AP/ F. BOUBEKEUR 52,5 kg 12 pts
30-12-2025 1.500 m 11ème
AP/ F. BOUBEKEUR 54,5 kg 12 pts
10-03-2026 1.400 m 6ème
AP/ F. BOUBEKEUR 54,5 kg 12 pts
14-04-2026 1.400 m 4ème
W. HAMOUL 56 kg 12 pts
Sa participation à l'arrivée est assurée pour une place honorable.
Conclusion : Une priorité.

3 - BRIXSSAM

F. ABDI 55 kg
09-12-2025 1.500 m 9ème
A. YAHIAOUI 54 kg 12 pts
13-01-2026 1.400 m 8ème
HO. EL FERTAS 54 kg 12 pts
27-01-2026 1.500 m 10ème
AP/ F. BOUBEKEUR 52 kg 12 pts
24-02-2026 1.400 m 9ème
AP/ F. BOUBEKEUR 52 kg 12 pts
01-09-2026 1.200 m 10ème
AP/ F. BOUBEKEUR 51 kg 12 pts

Elle aura une chance pour se défendre malgré ses dernières tentatives.

Conclusion : Une possibilité.

4 - RAYEH

S. BENETTOU 55 kg
17-02-2026 1.300 m 10ème
AP/ Y. CHELLAL 50,5 kg 12 pts
17-03-2026 1.300 m retiré
JJ/ KR. BOUBEKEUR 54 kg 12 pts
05-05-2026 1.300 m retiré
JJ/ KH. BENKHATTOU 54 kg 12 pts
01-09-2026 1.200 m 6ème
W. HAMOUL 55 kg 12 pts
08-09-2026 1.100 m 6ème

A. HAMIDI 56 kg 13 pts

Le changement de monte lui convient pour effacer ses derniers échecs.

Conclusion : Une priorité.

5 - SARIET EL MESK

R. BELMORSELI 55 kg
01-01-2026 1.500 m 9ème
K. HAOUA 55 kg 13 pts
13-01-2026 1.400 m 9ème
K. HAOUA 55 kg 12 pts
27-01-2026 1.500 m 9ème
K. HAOUA 55 kg 12 pts
24-02-2026 1.400 m 5ème
YS. BADAOUI 56 kg 12 pts
24-03-2026 1.400 m arrêtée
JJ/ KH. BENKHATTOU 54 kg 12 pts
Elle demeure compétitive pour un accessit dans un parcours qui lui convient.
Conclusion : Une priorité.

6 - FASSY

Y. KHALFA 55 kg
30-12-2025 1.500 m 9ème
JJ/ KR. BOUBEKEUR 50 kg 12 pts
20-01-2026 1.000 m 7ème
JJ/ KH. BENKHATTOU 52 kg 12 pts
10-02-2026 1.300 m 4ème

Départ de la première course à 17h - Prix: Ardougan - Pur-Sang arabe
Distance : 1.400 mètres - Dotation : 350.000 DA - Paris Quarté-Quinté

PROPRIETAIRES	CHEVAUX	JOCKEYS	PDS.	CDS.	ENTRAINEURS
MZ. METIDJI	1 HAVANA D'HEM	MD. ASLI	56	7	K. ASLI
MN. METIDJI	2 GABION D'HEM	W. HAMOUL	56	12	H. FATMI
F. METIDJI	3 BRIXSSAM	F. ABDI	55	8	F. BENZEFRIT
AL. FEGHOULI	4 RAYEH	S. BENYETTOU	55	11	AD. FEGHOULI
K. BENACER	5 SARIET EL MESK	R. BELMORSELI	55	10	K. FEGHOULI
K. BELARBI	6 FASSY	Y. KHALFA	55	3	PROPRIETAIRE
AH. FEGHOULI	7 SOLTAN EL MESK (retiré)	K. HAOUA	55	1	K. HAOUA
F. METIDJI	8 JAZZE DE SERSOU	JJ/ AEK. DJELLOULI	54	9	D. DJELLOULI
B. BENARBA	9 KAWKEB EL HLEM	JJ/ KH. BENKHATO	53	2	K. ASLI
I. DIBOUCHE	10 KADENCE	A. YAHIAOUI	52	4	H. DJELLOULI
HARAS EL MESK	11 HADIL EL MESK	AP/ F. BOUBEKEUR	49	5	K. FEGHOULI
H. METIDJI	12 JORIX (0)	AP/ IB. BIZ	49	6	K. FEGHOULI

JJ/ KH. BENKHATTOU 54 kg 12 pts

24-02-2026 1.400 m 7ème

JJ/ KH. BENKHATTOU 54 kg 12 pts

07-04-2026 1.300 m 12ème

AP/ F. BOUBEKEUR 53 kg 12 pts

Le changement de monte ne convient pas à sa participation dans cette épreuve.

Conclusion : A revoir.

7 - SOLTAN EL MESK

K. HAOUA 55 kg

Conclusion : Retiré.

8 - JAZZ DE SERSOU

JJ/ AEK. DJELLOULI 54 kg

10-02-2026 1.300 m 11ème

F. ABDI 55 kg 12 pts

17-03-2026 1.300 m 10ème

F. ABDI 55 kg 12 pts

07-04-2026 1.300 m 10ème

F. ABDI 55 kg 12 pts

14-04-2026 1.400 m 9ème

AP/ IB. BIZ 48 kg 12 pts

05-05-2026 1.300 m 10ème

R. BELMORSELI 54 kg 12 pts

Sa participation dans cette épreuve n'est qu'une simple figuration pour garnir les stalles ni plus, ni moins.

Conclusion : A revoir.

9 - KAWKEB EL AHLEM

JJ/ KH. BENKHATTOU 53 kg

Course d'entrée, on attendra pour juger ses chances dans ce prix avec Benkhattou.

Conclusion : A revoir.

10 - KADENCE

A. YAHIAOUI 52 kg

Course d'entrée, elle peut prétendre à un accessit entre les mains de Yahiaoui.

Conclusion : Une possibilité.

11 - HADIL EL MESK

AP/ F. BOUBEKEUR 49 kg

25-10-2025 1.500 m 8ème

HO. EL FERTAS 54 kg 12 pts

17-03-2026 1.300 m 9ème

MD. ASLI 54 kg 12 pts

31-03-2026 1.600 m 9ème

HA. EL FERTAS 54 kg 12 pts

07-04-2026 1.300 m 6ème

HA. EL FERTAS 52 kg 12 pts

05-05-2026 1.300 m 7ème

AP/ F. BOUBEKEUR 49 kg 12 pts

Le parcours du jour pourrait bien l'avantager pour se défendre sur 1.300m.

Conclusion : Une priorité.

12 - JORIX

AP/ IB. BIZ kg

10-03-2026 1.400 m 10ème

HO. EL FERTAS 53 kg 12 pts

17-03-2026 1.300 m 11ème

JJ/ KH. BENKHATTOU 54 kg 12 pts

07-04-2026 1.300 m 9ème

HO. EL FERTAS 53 kg 12 pts

14-04-2026 1.400 m tombé

HA. EL FERTAS 52 kg 12 pts

Ses premiers pas aux courses hippiques ne plaident pas en sa faveur.

Conclusion : A revoir.



Résultats et Rapports P.M.U

Hippodrome de Laghouat

Lundi 14/09/2026

12-7-2-5-10

PRONOSTICS	PARI QUARTE	PARI QUINTE
	2 - 7 - 1 - 4 - 5 Possibilités: 11 - 3 Champ F : 2 - 5 - 1 - X Champ F : 2 - 5 - 1 - X - 4 Champ D : 2 - 5 - 1 - X - X 2 - 1 - 5 - 4 - 11 - 3	2 - 5 - 1 - 4 - 11 - 3 Possibilité: 10 Champ F : 2 - 5 - 1 - 4 - X Champ F : 2 - 5 - 1 - X - 11 Champ D : 2 - 5 - 1 - X - X 2 - 1 - 5 - 4 - 11 - 3 - 10

